

COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



Organisation
mondiale de la Santé

F

Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome, Italie - Tél: (+39) 06 57051 - Courrier électronique: codex@fao.org - www.codexalimentarius.org

Point 5 de l'ordre du jour

CX/NE 25/12/6
août 2025

PROGRAMME MIXTE FAO/OMS SUR LES NORMES ALIMENTAIRES COMITÉ FAO/OMS DE COORDINATION POUR LE PROCHE-ORIENT

Douzième session

Mascate (Oman)

28 septembre - 2 octobre 2025

QUALITÉ ET SÉCURITÉ SANITAIRE DES ALIMENTS DANS LA RÉGION – MISES À JOUR NATIONALES ET RÉGIONALE

(document établi par la FAO et l'OMS)

1 Introduction et historique

1. En dépit des défis complexes et imbriqués qu'ils doivent surmonter (changement climatique, urbanisation rapide, crises prolongées, volatilité économique, pénurie d'eau et dégradation de l'environnement), les pays du Proche-Orient enregistrent des progrès constants à l'égard de leurs engagements en faveur de la sécurité alimentaire et de la sécurité sanitaire des aliments. Dans un contexte marqué par l'instabilité politique, des conflits et des ressources limitées, où bien souvent les enjeux humanitaires prédominent, nombre de pays agissent avec détermination pour adopter et mettre en œuvre les normes du Codex Alimentarius. Ces efforts témoignent d'une prise de conscience accrue du rôle critique de ces normes en faveur de la santé publique et du commerce. Beaucoup comprennent qu'investir dans une solide infrastructure de sécurité sanitaire des aliments est essentiel pour promouvoir la résilience, la coopération régionale et le développement durable à long terme. La FAO et l'OMS saluent l'engagement indéfectible de la région à préparer un avenir meilleur en termes de sécurité alimentaire et de sécurité sanitaire des aliments, malgré les difficultés qu'elle affronte^{1, 2, 3, 4}.
2. Le présent rapport rend compte des activités menées par la FAO et l'OMS dans la région depuis la 11^e session du Comité de coordination pour le Proche-Orient de 2023.

2 Activités menées au niveau de la région

2.1 Améliorer le commerce des denrées alimentaires dans la région: sécurité sanitaire des aliments et facilitation des échanges commerciaux

2.1.1 Soutien de la FAO au programme de facilitation des échanges du COMESA

3. Dans le cadre du programme de facilitation des échanges (projet GCP/INT/387/COM) du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA), la FAO a fourni un appui technique ciblé aux autorités égyptiennes, soudanaises et tunisiennes concernées afin de renforcer leurs capacités de contrôle des importations alimentaires. L'Organisation a ainsi dispensé des formations aux niveaux sous-régional et national, et contribué à l'élaboration et à la validation d'analyses de situation et de plans d'action au niveau des pays ainsi qu'à la rédaction de procédures opérationnelles standard pour les inspections aux frontières et de bonnes pratiques d'importation destinées aux importateurs formels et informels.

¹ FAO. 2024. *Résultats de la FAO dans la région Proche-Orient et Afrique du Nord – 2022-2023*. Trente-septième session de la Conférence régionale pour le Proche-Orient (NERC/24/2), Amman (Jordanie), 5-8 février et 4-5 mars 2024. Rome.

² Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO), FAO, Fonds international de développement agricole (FIDA), Organisation mondiale de la Santé (OMS), Programme alimentaire mondial (PAM) et Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF). 2024. *Near East and North Africa – Regional Overview of Food Security and Nutrition 2024: Financing the Transformation of Agrifood Systems*. Le Caire. <https://doi.org/10.4060/cd3550en>.

³ FAO. 2023. *Feasibility study for application of digital technologies for improved traceability and transparency along the agrifood value chains - Case studies in the Near East and North Africa Region*. Le Caire. <https://doi.org/10.4060/cc7582en>.

⁴ CESAO. 2024. *Arab Sustainable Development Report 2024*. E/ESCWA/CL5.SDGS/2024/1. Beyrouth, Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO) - unesco.org/sites/default/files/pubs/pdf/arab-sustainable-development-report-2024-english.pdf.

4. Un document technique a été mis au point pour faciliter l'échange d'informations concernant les rejets de denrées alimentaires et les systèmes nationaux de contrôle des aliments entre partenaires commerciaux. La FAO a en outre appliqué un programme de formation des inspecteurs conçu sur mesure en tenant compte des meilleures pratiques internationales et des besoins nationaux. Un rapport de synthèse thématique a été publié afin de récapituler les activités et résultats clés et de présenter des pistes stratégiques pour donner de l'ampleur aux initiatives au niveau régional. Ce projet, axé sur la sécurité sanitaire des aliments et des questions phytosanitaires, a donné des résultats significatifs: il a permis d'élaborer des cadres de catégorisation des risques pour les contrôles aux frontières dans six pays pilotes, dont l'Égypte, le Soudan et la Tunisie, ainsi qu'un projet de document technique régional, en phase avec les directives du Codex, afin de promouvoir l'échange d'informations harmonisées et de faciliter le commerce entre les États membres du COMESA.

2.1.2 Renforcer les capacités et la gouvernance en matière de contrôle des aliments et de santé des végétaux

5. Dans le cadre d'une initiative financée par l'Union européenne appuyant la politique sanitaire et phytosanitaire de l'Union africaine, la FAO, de concert avec le secrétariat de la CIPV, a réalisé des évaluations complètes des systèmes phytosanitaires et de contrôle des aliments dans 12 pays membres de l'Union africaine, dont l'Égypte. À l'aide d'outils reconnus à l'échelle internationale (outil FAO/OMS d'évaluation des systèmes de contrôle des aliments et outil d'évaluation de la capacité phytosanitaire [ECP]), le projet a permis de repérer les besoins prioritaires en matière de renforcement des capacités et de soutenir l'élaboration de plans d'action stratégiques. Ces efforts visaient à renforcer la gouvernance, faciliter la collaboration intersectorielle et améliorer la préparation de la Zone de libre-échange continentale africaine (AfCFTA).
6. Ils ont abouti à des résultats pérennes sous forme de réformes juridiques et institutionnelles, de modernisation des laboratoires et de programmes nationaux de surveillance. Un atelier de mutualisation final s'est tenu à Rome avec des représentants de 12 États participants afin d'échanger sur les progrès obtenus, les enseignements tirés et les stratégies d'amélioration des systèmes phytosanitaires et de sécurité sanitaire des aliments. Cette manifestation a mis en exergue la nécessité d'intégrer ces priorités aux ordres du jour nationaux en matière de développement, de renforcer les rôles du Codex et des comités sur les mesures sanitaires et phytosanitaires et de cultiver des partenariats public-privé structurés en faveur d'un impact à long terme⁵.

2.2 Réseau de recherche et pôle d'innovation régional en matière de sécurité sanitaire des aliments

7. Le Bureau régional de la FAO pour le Proche-Orient et l'Afrique du Nord (RNE) mise sur la coopération Sud-Sud ou triangulaire pour soutenir activement l'établissement d'un réseau de recherche et pôle d'innovation régional en matière de sécurité sanitaire des aliments (RFSRNIH). Cette initiative a débuté en avril 2024 au titre du cadre régional (TCP/RAB/3902 - 23/III/RAB/232) en faveur de la coordination et du partage des connaissances au sein de la région Proche-Orient et Afrique du Nord. L'objectif est d'accompagner la transformation des systèmes agroalimentaires en soutenant la recherche et l'innovation, en développant les capacités régionales et en harmonisant les bonnes pratiques de sécurité sanitaire des aliments. Le RFSRNIH est pensé comme une plateforme collaborative réunissant gouvernements, acteurs du secteur privé, monde académique et partenaires internationaux.
8. Avec l'appui des bureaux de pays de la FAO, des points focaux nationaux ont été nommés pour contribuer aux activités et aux consultations autour des projets du réseau. Un large éventail de parties prenantes parmi lesquelles des chercheurs, des acteurs de l'innovation, des fonctionnaires gouvernementaux et des représentants du secteur privé ont participé au processus dont le moment marquant a été le premier atelier physique de cocréation qui s'est tenu les 19 et 20 février 2025 au Caire (Égypte)^{6, 7}. Cet important jalon était l'aboutissement de plusieurs mois de consultations en ligne et autres processus participatifs, notamment des réunions virtuelles et des enquêtes auprès des parties prenantes. Ces contributions ont permis de définir la vision, les priorités et le cadre opérationnel du RFSRNIH.
9. La prochaine étape s'appuiera sur l'élan soulevé par cet atelier et sur la vision commune qu'il a permis de définir afin de regrouper les contributions et de faire avancer la mise en œuvre opérationnelle du réseau. Un processus de consultation a été lancé en vue d'affiner le projet de directives du réseau, notamment la structure de gouvernance et les principes opérationnels, et de vérifier leur adéquation à l'égard des priorités régionales et des contributions des parties prenantes avant leur adoption formelle. Parallèlement, la mise en œuvre des activités de la première année est en cours, conformément à ce qui a été proposé lors de l'atelier. Parmi elles figurent la coordination de quatre groupes de travail thématiques (portant respectivement sur la recherche,

⁵ <https://www.fao.org/food-safety/news/news-details/zh/c/1739842/>.

⁶ <https://www.fao.org/neareast/events/details/co-creation-conference-for-establishing-the-regional-food-safety-research-network-and-innovation-hub/en>.

⁷ <https://www.fao.org/neareast/news/details/pioneering-food-safety--building-resilient-agrifood-systems-for-tomorrow/fr>.

l'innovation, l'appui aux politiques et le renforcement des capacités), l'exécution de programmes de développement des capacités ciblés, la préparation du premier marathon de programmation régional, le lancement d'une plateforme en ligne pour le RFSRNIH et l'engagement de partenaires stratégiques garantissant l'appui technique et financier. La FAO coopérera étroitement avec les chefs de file, les points focaux nationaux et les institutions proposés pour accompagner les premiers efforts de mise en œuvre et maintenir la dynamique collaborative. Des engagements ont également été pris auprès de l'Union des universités de la Méditerranée (UNIMED), du Centre international de hautes études agronomiques méditerranéennes (CIHEAM), de la Ligue des États arabes, du Réseau international des autorités de sécurité sanitaire des aliments (INFOSAN) et de l'OMS concernant leur rôle potentiel de membres permanents du conseil d'administration proposé pour le réseau.

2.3 Sécurité sanitaire et qualité des aliments au Proche-Orient et en Afrique du Nord: facteurs, défis et impératifs stratégiques

10. Le RNE a établi un rapport qui dresse un panorama complet de la sécurité sanitaire et de la qualité des aliments dans la région. Le document s'est appuyé sur l'approche «Une seule santé» et sur le Modèle Force motrice-Pression-État-Impact-Réponse pour analyser les facteurs multidimensionnels qui déterminent la gouvernance en matière de sécurité sanitaire des aliments dans la région, parmi lesquels les évolutions démographiques, la situation politique et économique, la pénurie d'eau, le changement climatique, l'urbanisation et les dynamiques commerciales mondiales. Il pointe divers dangers pour la sécurité sanitaire des aliments, par exemple les contaminants microbiens et chimiques, les résidus d'antimicrobiens et les mycotoxines. Il souligne également l'existence de pratiques non conformes, tant du côté de la production que du commerce, notamment la circulation de produits agrochimiques non autorisés et des cas d'étiquetage erroné. Ces facteurs ont des conséquences sur les échanges internationaux, et plusieurs pays rencontrent des difficultés à satisfaire les normes mondiales de sécurité sanitaire des aliments.
11. Le rapport souligne que pour que les processus décisionnels tiennent compte des risques, il importe d'améliorer les systèmes de surveillance, les infrastructures des laboratoires et la gestion des données. Il plaide pour l'institutionnalisation de la gouvernance en matière de sécurité sanitaire des aliments, l'adoption du HACCP (système d'analyse des risques aux points critiques) et des bonnes pratiques, ainsi que le développement des systèmes de traçabilité et de la logistique de la chaîne du froid. De plus, il fait valoir la nécessité d'une meilleure coordination entre les parties prenantes, de davantage d'alignement sur les normes Codex et de l'établissement de plateformes scientifiques et politiques à l'appui d'interventions fondées sur des données factuelles et des efforts régionaux.

2.4 Hack4safeFood: affronter les défis de la sécurité sanitaire des aliments

12. L'initiative Hack4safeFood, organisée par le RNE par le truchement du RFSRNIH, est un marathon de programmation prévu en septembre 2025 à Riyad (Arabie saoudite) dans le but de répondre aux défis que rencontre la région en matière de sécurité sanitaire des aliments. Cette manifestation favorisera la collaboration entre les innovateurs, développeurs, scientifiques, responsables politiques, chefs de file du secteur privé et universitaires afin de créer ou de diffuser des solutions scientifiques novatrices adaptées aux besoins locaux et régionaux. En mettant l'accent sur les technologies durables, l'intelligence artificielle (IA) et l'innovation politique, Hack4safeFood entend renforcer des systèmes alimentaires sûrs au service de tous au moyen d'efforts coordonnés entre les secteurs⁸.

2.5 Premier Forum arabe conjoint entre le secrétariat général de la Ligue des États arabes et l'Organisation arabe pour le développement agricole consacré aux mesures sanitaires, phytosanitaires et de sécurité sanitaire des aliments prises dans le cadre de la Grande zone arabe de libre-échange

13. Ce premier Forum arabe conjoint sur les mesures sanitaires, phytosanitaires et de sécurité sanitaire des aliments s'est tenu au Caire (Égypte) du 27 au 29 novembre 2024. Organisé par le secrétariat général de la Ligue des États arabes en collaboration avec l'Organisation arabe pour le développement agricole (OADA), ce Forum portait sur les défis urgents relatifs à la sécurité sanitaire des aliments dans l'ensemble de la région arabe. La manifestation, inscrite dans le cadre de la Grande zone arabe de libre-échange, visait à renforcer l'intégration économique entre les pays arabes grâce à l'harmonisation des normes de sécurité sanitaire des aliments et des protocoles sanitaires et phytosanitaires, dans le but de fluidifier les échanges régionaux et internationaux. La participation de plusieurs nations arabes témoigne de leur détermination à améliorer la coopération et à harmoniser les cadres réglementaires. Le Forum a aussi été l'occasion d'échanger des connaissances entre les producteurs agricoles, les exportateurs et les responsables politiques.

⁸ <https://www.fao.org/neareast/events/details/hack4safefood--tackling-food-safety-challenges/en>.

14. Il faut noter en particulier que la 17^e réunion de l'Équipe arabe spécialisée dans la sécurité sanitaire des aliments s'est tenue parallèlement à une table ronde rassemblant des représentants d'organismes des Nations Unies, dont le RNE et le Comité régional de l'OMS pour la Méditerranée orientale (EMRO), ainsi que d'autres institutions arabes, qui se sont penchés sur les collaborations futures en faveur de la sécurité sanitaire des aliments et de la facilitation des échanges commerciaux.

3 Activités menées au niveau des pays

3.1 République arabe d'Égypte

3.1.1 Accroître les exportations horticoles égyptiennes vers les marchés européens: difficultés relatives à la sécurité sanitaire des aliments et priorités en matière d'investissement

15. Une étude réalisée conjointement par la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) et le Centre d'investissement de la FAO met en lumière le potentiel stratégique dont jouit l'Égypte pour accroître ses exportations horticoles vers l'Union européenne (UE). Le secteur agroalimentaire est le deuxième d'Égypte en termes de valeur ajoutée à la fabrication, fort d'une production horticole en progression de 20 pour cent sur les 10 dernières années. L'UE, deuxième destination des exportations horticoles égyptiennes après le Conseil de coopération des États arabes du Golfe (CCG), propose des prix majorés, et les quatre premiers pays importateurs européens achètent près de 70 pour cent des 12 principaux produits horticoles égyptiens.
16. L'Europe importe 55 millions de tonnes de fruits et légumes chaque année, soit 40 pour cent des échanges mondiaux, ce qui en fait un marché à haute valeur. Pourtant, l'accès de l'Égypte à ce marché est limité par des obstacles non tarifaires, en particulier les réglementations de l'UE portant sur les limites maximales de résidus (LMR) pour les pesticides, les exigences de traçabilité et les normes qui évoluent dans le cadre du pacte vert pour l'Europe. Le non-respect des LMR entraîne de fréquents rejets aux frontières qui compromettent l'accès aux marchés d'aujourd'hui et de demain. Les exportations pourraient bondir de 50 à 60 pour cent, et pour cela le rapport FAO/BERD préconise en priorité les investissements suivants:
- Production durable et gestion de la qualité au moyen de pratiques résilientes face au changement climatique et d'une lutte intégrée contre les organismes nuisibles.
 - Renforcement des capacités passant par une modernisation des laboratoires et des services d'inspection ainsi que des formations visant à garantir la conformité à l'égard des normes de l'UE.
 - Amélioration de la chaîne d'approvisionnement et de la logistique, par exemple les systèmes relatifs à la chaîne du froid, les centres de regroupement et les outils de traçabilité numérique.
 - Les investissements stratégiques et l'alignement des réglementations sont essentiels pour que l'Égypte réalise pleinement son potentiel d'exportation horticole et réponde à l'évolution des attentes européennes en matière de sécurité sanitaire des aliments.

3.2 République arabe syrienne

17. En novembre 2024, la FAO a lancé un projet triennal (TCP/SYR/4001) afin de fournir un appui technique au Ministère de l'agriculture et de la réforme agraire de la Syrie et de renforcer son programme de conformité et de certification. Il s'agit d'augmenter les exportations d'agrumes et de pommes en améliorant les pratiques de la filière agroalimentaire et en modernisant les normes alimentaires, les cadres réglementaires et les systèmes de contrôle. Ces efforts visent à surmonter les obstacles techniques et à offrir aux produits agroalimentaires syriens un meilleur accès aux marchés.

3.3 Palestine

18. Un projet triennal financé par l'UE et visant à «Favoriser l'accès des denrées alimentaires palestiniennes aux marchés et garantir la santé et le bien-être des consommateurs et des producteurs confrontés à une crise prolongée en Palestine grâce à l'élaboration d'un système sanitaire et phytosanitaire plus résilient et plus inclusif» a été lancé en février 2024. Plusieurs activités préparatoires ont été mises en œuvre au cours de la première année concernant le volet «sécurité sanitaire des aliments»: i) début de la mise à jour de la stratégie nationale en matière de sécurité sanitaire et du Plan national de contrôle de la sécurité sanitaire des aliments; ii) démarrage de la préparation des procédures opérationnelles standard; iii) soutien technique aux laboratoires. Des activités axées sur une meilleure inclusion du secteur privé dans l'application des bonnes pratiques de sécurité sanitaire des aliments et sur la sensibilisation des consommateurs ont également été entamées.

3.4 République islamique d'Iran⁹

3.4.1 Améliorer la production et l'exportation de la pistache en établissant une gestion intégrée des produits

19. Le Bureau régional de la FAO pour l'Asie et le Pacifique a récemment mis en œuvre un Programme de coopération technique (TCP/IRA/3901) intitulé «Améliorer la production et l'exportation de la pistache en établissant une gestion intégrée des produits». Il se déroulera de 2023 à 2025. Le projet vise à améliorer les capacités nationales en faveur d'une gestion intégrée de la chaîne d'approvisionnement dans le secteur de la pistache, tout particulièrement pour ce qui touche l'amélioration de la productivité, de la récolte, de la transformation et du respect des réglementations sanitaires relatives aux contaminations par des mycotoxines. L'objectif général de cette initiative est de contribuer à la sécurité alimentaire, nutritionnelle et sanitaire liée à la production et à la consommation de pistache en privilégiant des pratiques de gestion de la chaîne d'approvisionnement qui soient efficaces, inclusives et conformes.

Principaux domaines d'activité:

- **Accroître la productivité des vergers et la qualité des produits:** Des activités sont menées à titre pilote dans trois régions productrices de pistaches (Kerman, Yazd et Khorassan-e Razavi) pour démontrer que de meilleures pratiques de gestion des vergers fondées sur les bonnes pratiques agricoles (BPA) accroissent le rendement et l'efficacité des ressources utilisées.
- **Améliorer les processus après récolte:** Promouvoir les technologies, la mécanisation et les bonnes pratiques de récolte et de manutention, stockage et transformation après récolte.
- **Renforcement des capacités réglementaires et institutionnelles:** Soutenir l'établissement d'arrangements institutionnels et de cadres réglementaires améliorant l'assurance-qualité, la sécurité sanitaire des aliments et les systèmes de suivi des contaminants.

Principaux résultats escomptés à ce jour:

- Un total de 182 hectares de vergers pilotes sont concernés dans trois grandes provinces productrices, à Kerman (150 ha), Yazd (12 ha) et Khorassan-e Razavi (20 ha), afin de procéder à une évaluation complète des bonnes pratiques agricoles (BPA). Cette évaluation cible les aspects clés que sont l'irrigation, la gestion des sols et des nutriments, la lutte intégrée contre les nuisibles et les pratiques horticoles. Les teneurs en aflatoxines dans les pistaches transformées sont analysées, et des procédures et directives détaillées de récolte et de manipulation, transformation et stockage après récolte sont élaborées et adoptées en fonction des résultats obtenus. Ces efforts visent à réduire le risque de contamination par des aflatoxines et à maintenir des conditions qui en limitent au maximum le développement. Ils doivent déboucher sur l'établissement de 22 directives nationales relatives aux BPA et de 5 directives sur la récolte, les pratiques après récolte, la transformation, l'emballage et le contrôle de la qualité à l'égard des mycotoxines.
- Sur la base des résultats obtenus, des activités pratiques de renforcement des capacités seront dispensées à plus de 500 cultivateurs, transformateurs, vulgarisateurs, négociants et chercheurs du secteur de la pistache, 300 personnes ayant déjà bénéficié de formations à ce jour.
- Un «Guide complet de gestion des aflatoxines dans la filière de la pistache iranienne» a été conçu afin d'offrir des outils applicables, par exemple des modèles de prévision des risques, des recommandations pour l'élaboration de capacités d'analyse locales et des initiatives de sensibilisation des parties prenantes. Ce guide souligne aussi l'importance de la coordination institutionnelle et de l'alignement sur les normes de l'UE.
- Un atelier national intitulé «Sécurité sanitaire et commerce de la pistache: comment s'y retrouver dans les normes sanitaires et phytosanitaires et les normes du Codex» a été organisé avec des parties prenantes du pays, qui ont ainsi mieux cerné les enjeux mondiaux de sécurité sanitaire des aliments (notamment les mesures sanitaires et phytosanitaires et les mesures visant les obstacles techniques au commerce) et les mécanismes permettant de gérer les préoccupations commerciales spécifiques (PCS) et d'assurer la conformité avec les directives du Codex sur les contaminants. À l'issue de cet atelier, un projet de procédure instaurant un mécanisme de traçabilité de la pistache a été mis au point.

⁹ L'Iran est membre du Comité FAO/OMS de coordination pour le Proche-Orient et l'Afrique du Nord, mais les activités de la FAO dans ce pays sont mises en œuvre par le Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique installé à Bangkok (Thaïlande). Les renseignements qui suivent figurent aussi dans le rapport correspondant du Comité de coordination du Codex pour l'Asie.

pour définir un cadre et des étapes opérationnelles permettant aux exportations de pistaches de mieux respecter les normes européennes de sécurité sanitaire des aliments.

- Un plan d'action intitulé «Améliorer le contrôle des mycotoxines dans les exportations de pistaches iraniennes en conformité avec le Règlement de l'UE 2023/2782» a été élaboré. Il préconise des protocoles d'échantillonnage sur mesure, des essais pilotes de systèmes d'échantillonnage dynamiques et l'application d'outils de traçabilité améliorés pour améliorer la conformité et réduire les rejets aux frontières.

3.4.2 Contrôle de l'authenticité des aliments et gestion de la chaîne d'approvisionnement alimentaire afin d'atteindre les objectifs de développement durable

Le projet «Contrôle de l'authenticité des aliments et gestion de la chaîne d'approvisionnement alimentaire afin d'atteindre les objectifs de développement durable (ODD)» (TCP/IRA/3902) vise à renforcer les capacités d'intervention immédiate et l'efficacité des mécanismes d'application en matière d'analyse et de traçabilité de la qualité des aliments.

20. Parmi les denrées alimentaires les plus fréquemment frelatées, le safran se distingue par sa haute valeur marchande et sa production limitée. Par conséquent, l'élaboration de méthodes rigoureuses pour vérifier l'authenticité et l'origine géographique du safran sur la base de sa composition chimique unique suscite un intérêt croissant. À cette fin, diverses techniques d'analyse ont été proposées et sont en cours d'élaboration en vue d'authentifier le safran et de garantir le respect des normes de qualité.

Principaux domaines d'activité:

- Renforcer l'intégrité et la qualité du safran iranien en développant une méthode normalisée pour caractériser et déterminer l'empreinte de ses principaux composants (crocine, picrocrocine et safranal) au moyen de techniques d'analyse avancées.
 - Améliorer les pratiques après récolte en misant sur des bonnes pratiques de fabrication (BPF) axées sur le séchage et le stockage.
 - Au niveau national, développer les capacités des experts de laboratoire, des cultivateurs et des négociants afin d'appliquer efficacement la caractérisation du safran et les méthodes BPF avancées.
21. Cette approche intégrée ira dans le sens d'une normalisation des processus de production et d'authentification du safran et permettra ainsi d'assurer la traçabilité du produit, sa conformité avec les normes de qualité et une meilleure compétitivité sur le marché.

3.5 Résistance aux antimicrobiens et approche «Une seule santé»¹⁰

22. La résistance aux antimicrobiens (RAM) demeure une menace considérable pour la santé humaine et animale, la sécurité sanitaire des aliments et l'environnement dans tout le Proche-Orient. Plusieurs pays ont consenti des efforts pour intensifier l'approche «Une seule santé» et lutter contre la RAM.

3.5.1 Collaboration régionale pour concrétiser l'approche «Une seule santé»

Initiatives régionales

- En marge de la 36^e session de la Conférence régionale de la FAO pour le Proche-Orient (NERC36) de janvier 2022 s'est tenue une manifestation intitulée «L'approche "Une seule santé" pour lutter contre les organismes nuisibles et les maladies transfrontières». Les pays ont été instamment invités à apporter leur soutien à une plateforme régionale «Une seule santé». À la 37^e session de cette Conférence, en 2024, une note d'information a fait le point sur les progrès enregistrés et sur les prochaines étapes concernant l'établissement de cette plateforme.
- Un cadre opérationnel pour «Une seule santé» a été introduit en 2022 lors de la 69^e session du Comité régional au titre de la résolution EM/RC69/R.3. Il spécifie des éléments de gouvernance et de direction, de coordination multisectorielle, de partage de données et d'informations ainsi que de renforcement des capacités d'une main-d'œuvre pluridisciplinaire afin d'aider les États membres à se préparer et à mieux répondre aux menaces sanitaires à l'interface entre les populations humaines, les animaux et l'environnement, dont la RAM et la sécurité sanitaire des aliments. Il a été mis au point par l'OMS en concertation étroite avec les bureaux régionaux de la FAO, de l'OMS, de l'Organisation mondiale de la santé animale (OMSA) et du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). Le cadre

¹⁰ <https://www.fao.org/neareast/news/details/regional-leaders-unite-to-strengthen-one-health-approach-in-historic-agreement-one-health-one-region-one-strength/en>.

a été présenté aux pays au cours d'une réunion régionale de l'Alliance quadripartite organisée à Mascate (Oman) en mai 2023.

- La 17^e session de la Commission régionale de l'OMSA pour le Moyen-Orient, qui a eu lieu en octobre 2023 en Arabie saoudite, avait pour thème principal l'approche «Une seule santé», et a insisté sur la coordination intersectorielle. Les recommandations qui en sont ressorties ont été adoptées aux fins de leur soumission à l'Assemblée mondiale.
- La collaboration entre les organisations de l'Alliance quadripartite aux niveaux mondial, régional, sous-régional et national s'est vue notablement renforcée en 2024-2025. À cet égard, un mécanisme de coordination multisectoriel quadripartite «Une seule santé» a été constitué et doté d'un mandat spécifique avec la participation de bureaux régionaux et sous-régionaux de la FAO, de l'OMSA et du PNUE.
- Un plan d'action régional quadripartite «Une seule santé» a été élaboré fin 2024 et déployé en juin 2025 lors d'une cérémonie de signature à laquelle assistaient les directions régionales des quatre organisations.
- Des professionnels ont bénéficié d'un cours bilingue d'introduction à l'approche «Une seule santé» au Proche-Orient et en Afrique du Nord, en collaboration avec le RNE.

Engagement et appui au niveau des pays

23. Le RNE et l'EMRO aident les pays à élaborer et mettre à jour leurs plans d'action nationaux (PAN) contre la RAM, en veillant à ce qu'ils respectent les principes «Une seule santé» et en les accompagnant dans la mobilisation de ressources. Voici des exemples d'activités en ce sens:
- Appui à l'Égypte et au Liban dans l'élaboration de propositions de projets complètes à soumettre lors du cycle 2025 du Fonds fiduciaire multipartenaires pour la lutte contre la résistance aux antimicrobiens, après l'acceptation de leurs notes conceptuelles.
 - Appui à la soumission de propositions au titre du Fonds de lutte contre les pandémies, occasion cruciale de promouvoir la sécurité sanitaire ainsi que des capacités pérennes pour préparer les épidémies et garantir la sécurité sanitaire dans le cadre de l'approche «Une seule santé», grâce au perfectionnement de la coordination multisectorielle, de la surveillance, de la main-d'œuvre et des systèmes de laboratoire. À l'issue du premier appel à propositions, la Palestine et le Yémen ont été retenus; puis au deuxième appel, l'Égypte, la Jordanie, le Liban, le Pakistan et la Tunisie; et au troisième appel, les huit États membres suivants: Afghanistan, Djibouti, Iran, Iraq, Libye, Somalie, Soudan, Syrie et Yémen.

3.5.2 Activités menées par la FAO contre la RAM

24. Le RNE suit une approche «Une seule santé» multisectorielle pour lutter contre la RAM, en accord avec les cadres mondiaux, régionaux et nationaux. La RAM figure en tête de l'ordre du jour du RNE pour ce qui a trait à «Une seule santé», avec des activités ciblant la surveillance, l'appui aux politiques, le renforcement des capacités et la coordination régionale. Malgré des financements limités, des progrès sensibles sont réalisés grâce à des synergies avec d'autres initiatives régionales, notamment le projet TCP/RAB/3903 piloté par la FAO.

Gouvernance et appui technique de l'approche «Une seule santé»

25. Le RNE codirige le Groupe de coordination régional «Une seule santé» (ROH-CG), en étroite coopération avec l'OMS, l'OMSA et le PNUE, afin d'aligner les stratégies et les initiatives régionales. Le ROH-CG se réunit tous les mois pour harmoniser les efforts dans les domaines prioritaires que sont la RAM, les zoonoses et la sécurité sanitaire des aliments. La FAO fournit des orientations techniques en faveur de l'intégration des composantes alimentaires et agricoles dans le Plan d'action régional «Une seule santé» de l'Alliance quadripartite, spécifiquement axé sur la surveillance de la RAM, l'utilisation responsable des antimicrobiens et le renforcement des capacités des secteurs vétérinaires et de la production alimentaire.

Appui aux projets et engagement au niveau des pays

26. La FAO soutient l'approche de gestion progressive pour les questions de RAM afin d'aider les pays à institutionnaliser une gouvernance multisectorielle dans ce domaine ainsi que la mise en œuvre des PAN. L'Organisation mise sur les orientations techniques, le dialogue sur les politiques et la coordination intersectorielle pour aider les États membres à rendre opérationnels des systèmes «Une seule Santé» responsables, fondés sur des données probantes et pérennes.

27. Au niveau des pays, la FAO agit de la manière suivante:

- Assistance technique à la formulation et à l'examen des PAN en incorporant les questions de coordination multisectorielle, structures de gouvernance et cadres de suivi.
- Prise en compte de la RAM et de l'utilisation des antimicrobiens dans les politiques nationales relatives à l'élevage, la sécurité sanitaire des aliments et la santé publique.
- Renforcement des capacités des services vétérinaires, des laboratoires et des autorités chargées de la réglementation.

28. Les initiatives actuelles sont présentées en quelques lignes ci-après.

- Égypte et Liban: Notes conceptuelles acceptées au titre du cycle 2025 du Fonds fiduciaire multipartenaires pour la lutte contre la résistance aux antimicrobiens. La FAO épaula ces deux pays dans la préparation de propositions de projets complètes pour ce qui concerne la conception technique, la consultation des parties intéressées et l'alignement sur les stratégies nationales «Une seule santé».
- Yémen, Cisjordanie et Gaza: Soutien pour le premier appel du Fonds de lutte contre les pandémies, l'accent étant mis sur la RAM et la prévention des maladies zoonotiques.
- Égypte, Jordanie, Liban et Tunisie: Bénéficiaires du second cycle de financement du Fonds de lutte contre les pandémies. La FAO coordonne les contributions sur les relations entre changement climatique et RAM, en particulier dans le secteur de l'élevage, et apporte un appui technique au moyen de l'expertise nationale et régionale.
- En Tunisie et au Maroc, la FAO mène des projets conjoints dans le cadre des PAN relatifs à la RAM et «Une seule santé» en vue d'améliorer la surveillance, les systèmes de données et l'exécution des politiques au niveau national.

Renforcement des capacités et outils de surveillance

29. Le RNE dispense des formations virtuelles et physiques sur la RAM et l'utilisation des antimicrobiens:

- Des formations virtuelles sur InFARM (Système international de la FAO pour la surveillance de la résistance aux antimicrobiens) et la RAM sont proposées aux professionnels des systèmes vétérinaires et des laboratoires, en tirant parti des ressources d'autres projet régionaux.
- Des outils de la FAO comme ATLASS (évaluation des laboratoires) et InFARM sont élargis dans les pays prioritaires.
- L'aide aux laboratoires comprend la fourniture d'outils diagnostiques, la modernisation des systèmes de sécurité biologique et l'amélioration de la gestion des données de laboratoire au service des diagnostics de RAM.

Sensibilisation, plaidoyer et bonnes pratiques

30. Le RNE sensibilise les consommateurs et les exploitants aux risques de la RAM et à l'utilisation responsable des antimicrobiens:

- Élaboration et diffusion de matériels de communication sur les risques auprès des exploitants et des acteurs de la filière alimentaire.
- Plaidoyer en faveur de l'initiative RENOFARM, qui combine la réduction de la RAM à l'amélioration des pratiques agricoles et de la durabilité.
- La région insiste également sur le partage des connaissances et l'échange entre pairs en jetant des ponts entre les laboratoires vétérinaires et les points focaux sur les politiques à l'occasion de sessions de formation conjointes.

Priorités stratégiques en matière de RAM pour 2026-2027

31. Deux grandes initiatives mondiales sont menées par les organisations de l'Alliance quadripartite (FAO, OMS, OMSA et PNUE) afin d'orienter les efforts contre la RAM aux niveaux mondial, régional et national:

- L'établissement du Groupe indépendant chargé d'étudier les données factuelles sur lesquelles appuyer l'action contre la résistance aux antimicrobiens (IPEA) vise à fournir des avis scientifiques, indépendants et politiquement pertinents qui permettent d'agir de manière efficace et étayée contre la RAM. L'IPEA fera office de pôle mondial de connaissances pour aider les pays à mettre en pratique les données scientifiques.

- La mise à jour du Plan d'action mondial pour combattre la RAM est en cours. On en attend un cadre révisé qui tienne mieux compte de l'approche «Une seule santé», des liens climat-santé et des problématiques mouvantes relatives à la gouvernance des questions de RAM, à sa surveillance et la bonne gestion des antimicrobiens.
32. Ces deux processus suivent des feuilles de route élaborées conjointement par l'Alliance quadripartite, et le RNE aligne sa stratégie régionale en conséquence afin que les pays du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord s'engagent activement et profitent de la nouvelle orientation mondiale.

Le RNE de la FAO encourage les États membres:

- à participer aux consultations internationales et à alimenter les perspectives régionales pour la révision du Plan d'action mondial pour combattre la RAM;
 - à se saisir des recommandations à venir de l'IPEA pour renforcer leurs stratégies mondiales contre la RAM et asseoir leurs décisions politiques sur des données factuelles;
 - à aligner les activités nationales de planification et de suivi sur les nouveaux outils et normes mondiaux, notamment InFARM, l'approche de gestion progressive de la RAM et les cadres de surveillance actualisés.
33. Ces évolutions mondiales offrent aux pays de la région une occasion bienvenue de renforcer leur riposte contre la RAM, d'en accroître les effets et de la pérenniser au moyen d'actions coordonnées et de politiques appuyées sur des connaissances.
34. En outre, le RNE prendra appui sur les réalisations récentes pour continuer à aider les pays à institutionnaliser des interventions durables contre la RAM au sein de l'approche «Une seule santé». Les priorités stratégiques pour la période biennale sont les suivantes:
- Accélérer l'exécution du Plan d'action régional «Une seule santé» par le déploiement d'un cadre de suivi et d'évaluation axé sur la RAM permettant de mesurer les progrès et d'orienter l'action sur la base des données probantes.
 - Encourager les pays à adopter InFARM (système international de la FAO pour la surveillance de la RAM) et à lui donner de l'ampleur aux fins d'une meilleure surveillance nationale de la RAM et de l'utilisation des antimicrobiens. La FAO aidera les pays à normaliser leurs collections de données, perfectionner leurs systèmes de notification et produire des analyses et des rapports en temps opportun.
 - Établissement de réseaux de laboratoires régionaux sur la RAM dotés de systèmes spécialisés dans le diagnostic et le partage des données.
 - Institutionnalisation de l'aide à la conception et à la mise en œuvre des PAN grâce à l'approche de gestion progressive de la FAO.

Projets en cours sur la RAM et les zoonoses dans la région Proche-Orient et Afrique du Nord

35. En Égypte, le programme en faveur de la sécurité sanitaire (OSRO/EGY/100/USA) vise à améliorer les capacités du pays à prévenir, détecter et affronter les zoonoses émergentes, réémergentes et endémiques ainsi que les menaces relatives à la RAM. Ce projet doit intensifier la collaboration multisectorielle, enrichir les connaissances, réduire la propagation des maladies zoonotiques négligées et renforcer les mesures d'atténuation contre la RAM dans le secteur de l'élevage.
36. Le projet de sécurité sanitaire mondiale (OSRO/EGY/045/USA) mené en Égypte est conçu pour réduire les risques pour la santé publique, la souffrance animale et les pertes économiques associés aux maladies zoonotiques et à la RAM. Ce projet porte des mécanismes efficaces de prévention, de détection et d'intervention à l'égard de ces menaces.
37. En Tunisie, le projet intitulé «Aide à la mise en œuvre du plan d'action national en matière de RAM grâce à l'approche "Une seule santé" » (UNJP/TUN/047/UNJ) vise à intégrer les risques et les avantages liés à la RAM dans les budgets nationaux et les investissements des partenaires de développement. Il s'agit aussi de consolider les bases scientifiques et d'améliorer la disponibilité de données représentatives sur la RAM et l'utilisation des antimicrobiens en vue d'éclairer les politiques et leur application.
38. Au Maroc, l'appui au plan d'action national en matière de RAM (UNJP/MOR/043/UNJ) doit pousser la mise en œuvre de ce PAN grâce à l'approche «Une seule santé», sous l'égide d'un fonds fiduciaire coopératif, en favorisant une action coordonnée entre les secteurs.

3.5.3 Activités menées par l'OMS contre la RAM

39. Au titre de son mandat élargi de lutte contre la RAM, l'OMS continue d'épauler les États membres pour l'élaboration de politiques, la gestion des programmes et la coordination des actions. En 2024, les États membres ont adopté la résolution «Promouvoir des actions collaboratives pour accélérer la riposte à la résistance aux antimicrobiens dans la région de la Méditerranée orientale»¹¹, reconnaissant qu'il est urgent d'accélérer les ripostes nationales et mondiales convergeant vers une approche collaborative contre la RAM à travers «Une seule santé». Elle reflète la résolution WHA77.6 de l'Assemblée mondiale de la Santé de mai 2024 et la déclaration politique découlant de la Réunion de haut niveau sur la résistance aux antimicrobiens de l'Assemblée générale des Nations Unies qui s'est tenue en septembre 2024. L'EMRO est préoccupé par le fait que les dernières données disponibles montrent que la région présente les niveaux de consommation d'antibiotiques qui sont les plus élevés et qui connaissent l'augmentation la plus rapide par rapport à toutes les autres régions de l'OMS¹².

Surveillance et suivi

- Aider tous les États membres à compiler et soumettre des données de surveillance de l'utilisation des antimicrobiens ainsi que des indicateurs de prévention et de lutte contre les infections.
- Suivre les progrès des actions nationales contre la RAM grâce à l'enquête tripartite d'autoévaluation par pays sur la résistance aux antimicrobiens (TrACSS) effectuée chaque année.
- Coordonner les contributions des États membres au Groupe indépendant chargé d'étudier les données factuelles sur lesquelles appuyer l'action contre la résistance aux antimicrobiens proposé afin que les perspectives régionales soient bien représentées.
- Consultation des États membres de la région en vue de recueillir leurs vues sur le prochain Plan d'action mondial pour combattre la RAM prévue le 3 septembre 2025.

Appui apporté aux pays

- Promouvoir l'investissement dans le développement d'une main-d'œuvre régionale en phase avec l'initiative phare de la Direction régionale.
- Élaborer des programmes intégrés qui associent les enjeux de prévention et de lutte contre les infections, de résistance aux antimicrobiens et de bonne gestion des antimicrobiens afin d'établir un cadre reposant sur des professionnels compétents et polyvalents capables d'appliquer ces programmes au sein des établissements de santé. Ces efforts sont menés en collaboration avec des établissements universitaires et des partenaires régionaux.
- Créer et exécuter à titre pilote un programme épidémiologique de terrain fondé sur «Une seule santé» en Égypte. Renforcer les capacités nationales permettant de cibler en priorité les menaces sanitaires à l'interface entre les populations humaines, les animaux et l'environnement grâce à une formation de formateurs organisée par l'OMS en mai 2025 sous la houlette d'experts de l'EMRO.
- Deux webinaires et un atelier régional consacrés au Programme mondial pour le leadership des laboratoires (GLLP) ont été organisés à Mascate afin de renforcer les capacités nationales d'intervention en cas d'épidémies et de situations d'urgence sanitaire, et de soutenir les systèmes nationaux de laboratoires conformément à l'approche «Une seule santé».
- Seconder les professionnels du Yémen en leur fournissant des orientations et des outils dans l'objectif d'établir un mécanisme de coordination «Une seule santé» cohérent auquel participent toutes les autorités sanitaires concernées à l'interface entre les populations humaines, les animaux et l'environnement.
- Une structure «Une seule santé» standard dotée d'un mandat et définissant les rôles et responsabilités de chaque secteur ainsi que les modalités de travail a été mise au point. Cette structure modèle comprend de multiples exemples qui offrent un panorama complet d'orientations permettant à des pays comme le Yémen et l'Iraq d'établir leur propre structure au service de domaines d'activité «Une seule santé» pertinents comme la sécurité sanitaire des aliments et la RAM.

Collaboration régionale avec l'EMRO

- Un groupe de travail régional sur l'approche «Une seule santé» a été constitué. Il rassemble les unités et les départements de l'EMRO chargés de coordonner l'ensemble des activités «Une seule santé», y compris ce qui touche la sécurité sanitaire des aliments et la RAM.

¹¹ <https://applications.emro.who.int/docs/TP-AMR-fre.pdf>.

¹² <https://www.tropicalmedicine.ox.ac.uk/gram/research/global-antibiotic-consumption>.

3.6 Fonds fiduciaire du Codex — 2

40. Le Fonds fiduciaire du Codex – 2 (FFC2) est un programme mixte de la FAO et de l'OMS conçu pour doter les pays en développement ou en phase de transition économique de capacités solides et durables aux fins de leur participation aux travaux du Codex. Depuis fin 2024, le FFC doit composer avec des apports de liquidités perturbés en raison de l'incapacité de certains donateurs de renouveler leurs contributions et du manque de nouveaux accords de financement. Par conséquent, toutes les nouvelles activités prévues au titre du FFC2, pour lesquelles la FAO et l'OMS n'ont pas encore versé de fonds aux pays, ont été suspendues dans l'attente de nouveaux financements.
41. En 2024, le FFC2 a lancé son projet d'archives des résultats des projets qui donne accès aux ressources, matériels et produits mis au point avec l'appui du FFC2. Les documents inclus dans ces archives ont été officiellement mis à disposition des pays bénéficiaires du FFC2 pour leur fournir des exemples et inspirer ceux qui souhaitent concevoir des produits similaires afin de renforcer les éléments de leurs systèmes nationaux du Codex. Ces archives sont accessibles sur le site web du FFC¹³.

3.7 Réseau international FAO/OMS des autorités de sécurité sanitaire des aliments (INFOSAN)

42. En novembre 2024, l'EMRO, en collaboration avec le RNE, le secrétariat d'INFOSAN, le Comité régional de coordination pour le Proche-Orient et la Ligue des États arabes ont organisé la «première réunion régionale d'INFOSAN dans la région Méditerranée orientale de l'OMS et la région Proche-Orient et Afrique du Nord de la FAO: renforcer les efforts de collaboration au sein de la région en faveur d'une meilleure préparation et d'une gestion efficace des incidents de sécurité sanitaire des aliments»^{14, 15}.
43. Cette manifestation rassemblait plus de 90 participants, dont des points de contact INFOSAN Emergency, des points focaux d'INFOSAN, des points focaux du Règlement sanitaire international (RSI) et des points de contact du Codex venus d'Afghanistan, d'Arabie saoudite, du Bahreïn, de Djibouti, d'Égypte, des Émirats arabes unis, d'Iraq, de Jordanie, du Koweït, du Liban, de Libye, du Maroc, de République arabe syrienne, de République islamique d'Iran, d'Oman, de Somalie, du Soudan, du Territoire palestinien occupé, de Tunisie, du Qatar et du Yémen.
44. Il en est ressorti plusieurs recommandations clés à l'intention de la FAO et de l'OMS:
- Élaborer une stratégie INFOSAN régionale définissant des actions prioritaires pour la région pour 2025-2030 afin d'atteindre les cibles mondiales fixées par la Stratégie mondiale de l'OMS pour la sécurité sanitaire des aliments 2022-2030 avec l'appui des Priorités stratégiques de la FAO en matière de sécurité sanitaire des aliments 2022-2031.
 - Organiser des réunions régionales virtuelles INFOSAN tous les ans.
 - Renforcer les capacités des pays en matière de déclaration et de gestion des incidents de sécurité sanitaire des aliments, et utilisation de nouvelles technologies telles que l'IA pour améliorer l'accès à l'information et la gestion rapide des risques d'origine alimentaire.
 - Nouer des relations formelles avec les réseaux régionaux qui diffusent les informations et les rapports liés aux incidents de sécurité sanitaire des aliments, comme l'initiative arabe de Système d'alerte rapide pour les denrées alimentaires et les aliments pour animaux.
 - Organiser des ateliers nationaux sur mesure pour les pays prioritaires, c'est-à-dire ceux dont les capacités sont notées 1 ou 2 selon l'outil SPAR (outil d'autoévaluation pour l'établissement de rapports annuels par les États parties) du RSI.
 - Organiser des ateliers régionaux sur les mécanismes et les bonnes pratiques de collaboration multisectorielle permettant d'établir des relations de travail entre les membres d'INFOSAN et les points focaux du RSI.
 - Œuvrer à atteindre une représentation active de 100 pour cent des pays de la région Méditerranée orientale de l'OMS et de la région Proche-Orient et Afrique du Nord de la FAO au sein d'INFOSAN.

4 Initiatives et programmes mondiaux ayant un intérêt dans la région

4.1 Journée internationale de la sécurité sanitaire des aliments

4.1.1 Journée internationale de la sécurité sanitaire des aliments 2024: «Sécurité sanitaire des aliments: préparons-nous à l'imprévu»

¹³ <https://www.who.int/fr/initiatives/codex-trust-fund/repository-of-project-outputs>.

¹⁴ <https://iris.who.int/handle/10665/380509>.

¹⁵ <https://www.emro.who.int/ceha/ceha-news/first-regional-insofan-meeting-in-the-eastern-mediterranean.html>.

45. Le RNE et l'EMRO ont coopéré à l'organisation d'une campagne de sensibilisation hybride, déclinée en ligne et en présence au Caire, en vue de célébrer la Journée internationale de la sécurité sanitaire des aliments 2024 sur le thème «Sécurité sanitaire des aliments: préparons-nous à l'imprévu». Cette manifestation a été l'occasion de mettre en lumière l'importance critique de la préparation pour faire face aux dangers liés à la sécurité sanitaire des aliments, notamment à la suite d'événements imprévus. Des tables rondes ont permis de discuter de l'alignement des priorités et des moyens d'intensifier la collaboration entre les parties prenantes. Le RNE a réaffirmé son engagement aux côtés des gouvernements de la région pour consolider les systèmes de sécurité sanitaire des aliments selon l'approche «Une seule santé», tandis que l'EMRO a insisté sur la charge de morbidité des aliments insalubres, faisant observer que les maladies d'origine alimentaire touchent des millions de personnes chaque année dans la région.
46. La manifestation a rassemblé des représentants de la Commission du Codex Alimentarius, d'INFOSAN, de la Division des systèmes agroalimentaires et de la sécurité sanitaire des aliments de la FAO et d'autorités nationales chargées de la sécurité sanitaire des aliments, dont l'Autorité responsable de la sécurité sanitaire des aliments d'Égypte, l'Office national de sécurité sanitaire des produits alimentaires du Maroc et l'Autorité responsable de l'agriculture et de la sécurité sanitaire des aliments d'Abou Dhabi, afin d'échanger des perspectives et de renforcer les efforts communs en faveur de systèmes alimentaires plus sûrs^{16, 17, 18}.

4.1.2 Journée internationale de la sécurité sanitaire des aliments 2025: «Sécurité sanitaire des aliments: La science en action»

47. À l'occasion de la Journée internationale de la sécurité sanitaire des aliments 2025, dont le thème est «Sécurité sanitaire des aliments: La science en action», l'EMRO et le RNE ont organisé une série de webinaires conjoints entre le 28 mai et le 11 août 2025 afin de renforcer les systèmes mondiaux dans ce domaine au moyen d'approches scientifiques. Ces sessions portaient sur un large éventail de thèmes: évaluation des risques et analyse risques-avantages au service des processus décisionnels, stratégies innovantes pour combattre la résistance aux antimicrobiens et rôle des laboratoires spécialisés dans la sécurité sanitaire des aliments.
48. Les participants se sont penchés sur des dispositifs comme la boîte à outils du Comité mixte FAO/OMS d'experts des additifs alimentaires (JECFA) pour l'évaluation des résidus de médicaments vétérinaires, l'outil FAO/OMS d'évaluation des systèmes de contrôle des aliments ainsi que des applications pratiques des bonnes pratiques d'hygiène (BPH) et de l'HACCP¹⁹. D'autres sujets ont été abordés comme le comportement des consommateurs, les enquêtes sur les flambées de maladies d'origine alimentaire, la surveillance des maladies et des questions émergentes telles que les nouveaux aliments et les protéines de substitution²⁰.

4.2 Évaluation des systèmes de contrôle des aliments au Proche-Orient

49. L'outil d'évaluation des systèmes de contrôle des aliments de la FAO et de l'OMS permet aux États membres d'évaluer, de manière structurée et transparente, la performance de leurs systèmes nationaux de contrôle des aliments tout au long de la filière alimentaire, de recenser les domaines prioritaires en matière de renforcement des capacités et de mesurer et d'évaluer les progrès accomplis au fil du temps.
50. Publié en anglais, arabe, espagnol, français et russe, il comprend cinq volumes disponibles aux adresses suivantes:
- FAO <https://www.fao.org/food-safety/food-control-systems/assessment-tool/fr/>
 - OMS <https://www.who.int/activities/strengthening-national-food-control-systems>
51. Afin de faciliter l'utilisation à grande échelle de l'outil d'évaluation des systèmes de contrôle des aliments, la FAO et l'OMS ont mis au point conjointement des programmes de diffusion, ont organisé le lancement mondial de cet outil et ont élaboré une brochure de présentation (disponible aux adresses suivantes: <https://openknowledge.fao.org/items/9ce872b3-8fae-42c4-8f98-6c8bd8be899b/> et <https://www.who.int/fr/publications/i/item/9789240028371>). Une vidéo a aussi été réalisée et est disponible à l'adresse https://www.youtube.com/watch?v=A_zdTup2yKY.
52. La FAO et l'OMS continuent d'aider les membres à utiliser cet outil dans le cadre de l'évaluation des systèmes nationaux de contrôle des aliments, ce qui constitue une bonne base pour encourager l'harmonisation des

¹⁶ <https://www.emro.who.int/media/news/unsafe-food-makes-100-million-people-ill-each-year-in-the-region.html>.

¹⁷ <https://www.emro.who.int/media/news/world-food-safety-day-2025-the-vital-role-of-science-in-ensuring-safe-food.html#:~:text=7%20June%202025%2C%20Cairo%2C%20Egypt,food%20contaminants%20in%20many%20ways.>

¹⁸ <https://www.fao.org/neareast/news/details/fao-and-who-working-to-ensure-everyone-has-access-to-safe-and-healthy-food-in-the-near-east-region/fr>.

¹⁹ <https://www.fao.org/good-hygiene-practices-haccp-toolbox/fr>.

²⁰ <https://www.fao.org/neareast/events/details/the-seventh-world-food-safety-day-2025/en>.

cadres réglementaires, des politiques et des pratiques à l'aide des orientations du Codex Alimentarius et susciter des progrès homogènes.

53. Les évaluations réalisées par la FAO au Soudan et en Tunisie en 2019 puis à l'Émirat d'Abou Dhabi (Émirats arabes unis) en 2021 ont donné des résultats satisfaisants.
54. Dans le cadre d'un projet financé par l'UE, des évaluations visant 10 pays membres africains, dont l'Égypte, se sont conclues en 2024²¹. Actuellement, la FAO effectue des évaluations aux Émirats arabes unis et devrait les achever en septembre 2025²². Des mises à jour sont aussi régulièrement publiées à l'adresse <https://www.fao.org/food-safety/news/en>.
55. Les membres sont invités à contribuer à cette plateforme en ligne pour le partage d'informations sur les systèmes de contrôle des aliments et les rôles et responsabilités en matière de sécurité sanitaire des aliments. Cette plateforme a été créée par la FAO et l'OMS avec le soutien du secrétariat du Codex en réponse à la demande de la 38^e session de la Commission du Codex²³. Certains membres ont contribué à ce site utile²⁴.

4.3 Alliance de l'OMS pour la sécurité sanitaire des aliments²⁵

56. L'Alliance de l'OMS pour la sécurité sanitaire des aliments a été lancée en 2024 dans le but d'appuyer la mise en œuvre de la Stratégie mondiale de l'OMS pour la sécurité sanitaire des aliments 2022-2030. Cette Alliance est constituée d'un réseau de centres collaborateurs de l'OMS et d'autres partenaires qui coopèrent avec l'Organisation et lui font bénéficier de leur expertise pour contribuer à sa mission de guider et de soutenir les États membres dans la hiérarchisation des priorités, la planification, l'exécution, le suivi et l'évaluation des actions visant à réduire la charge de morbidité des maladies d'origine alimentaire. Le Liban, Oman, le Qatar et le Royaume d'Arabie saoudite font partie de cette Alliance.

5 Progrès dans la mise en œuvre des stratégies mondiales de la FAO et de l'OMS

57. Le Cadre de coordination des Priorités stratégiques de la FAO en matière de sécurité sanitaire des aliments (2022-2031) et de la Stratégie mondiale de l'OMS pour la sécurité sanitaire des aliments (2022-2030)²⁶ définit une approche conjointe permettant d'améliorer la sécurité sanitaire des aliments au niveau mondial. Il prône une action coordonnée au moyen de priorités stratégiques, de l'approche «Une seule santé» et de mécanismes de collaboration, de partage d'informations et d'engagement des parties prenantes.
58. Ce Cadre de coordination préconise une approche collaborative pour améliorer la sécurité sanitaire des aliments dans le monde en agissant dans quatre domaines stratégiques: Codex Alimentarius, avis scientifiques, systèmes nationaux de contrôle des aliments et communication. Il promeut l'innovation, des systèmes agroalimentaires durables et l'établissement de normes internationales, et constitue ainsi une feuille de route vers une alimentation plus sûre et une meilleure santé publique dans le monde.

5.1 FAO

59. La FAO continue d'appliquer son programme de sécurité sanitaire des aliments conformément aux Priorités stratégiques de la FAO en matière de sécurité sanitaire des aliments au titre du Cadre stratégique 2022-2031²⁷. Ces priorités stratégiques s'articulent autour de quatre résultantes stratégiques interconnectées, axées sur la gouvernance, les avis scientifiques, le renforcement des systèmes nationaux de contrôle alimentaire et la promotion des partenariats public-privé dans toute la chaîne alimentaire.

5.1 OMS

5.1.1 Feuille de route pour la mise en œuvre de la Stratégie mondiale de l'OMS pour la sécurité sanitaire des aliments²⁸

60. En décembre 2023, l'EMRO a accueilli une réunion régionale en collaboration avec le Comité FAO/OMS de coordination pour le Proche-Orient et les centres collaborateurs de l'OMS dans la région. Des représentants de 15 pays de Méditerranée orientale étaient présents, dont l'Afghanistan, l'Arabie saoudite, le Bahreïn, Djibouti, l'Égypte, les Émirats arabes unis, la Jordanie, le Koweït, le Liban, le Maroc, Oman, le Qatar, la

²¹ <https://www.fao.org/egypt/news/detail/In-Egypt-FAO-leads-an-evaluation-of-the-national-food-control-system/en>.

²² <https://www.fao.org/food-safety/news/news-details/es/c/1734012/>.

²³ https://www.fao.org/fao-who-codexalimentarius/sh-proxy/en/?lnk=1&url=https%253A%252F%252Fworkspace.fao.org%252Fsites%252Fcodex%252FMeetings%252FCX-701-38%252FReport%252FREP15_CACf.pdf.

²⁴ <https://www.fao.org/fao-who-codexalimentarius/about-codex/members/detail/fr/c/15611/>.

²⁵ <https://www.who.int/initiatives/who-alliance-for-food-safety>.

²⁶ <https://iris.who.int/bitstream/handle/10665/379872/9789240102583-eng.pdf>.

²⁷ <https://openknowledge.fao.org/handle/20.500.14283/cc4040fr>.

²⁸ [WHOEMFCS033E-eng.pdf](https://www.who.int/publications/m/item/who-emfcs-033e-eng).

République islamique d'Iran, la Tunisie et le Yémen. La Libye, la République arabe syrienne, le Soudan et le Territoire palestinien occupé y ont assisté virtuellement. La réunion avait plusieurs objectifs:

- Fournir des informations actualisées sur les capacités des systèmes nationaux de contrôle des aliments de la région au moyen de l'outil d'autoévaluation proposé par la FAO et l'OMS dans ce domaine.
- Présenter la Stratégie mondiale de l'OMS pour la sécurité sanitaire des aliments 2022-2030 et ses objectifs.
- Déterminer la feuille de route de la région pour 2023-2030.
- Partager les expériences et les exemples de réussite des pays en matière de sécurité sanitaire des aliments.
- Améliorer la collaboration et la coordination au sein de la région concernant la sécurité sanitaire des aliments.

5.1.2 Renforcer les capacités de surveillance et de riposte contre les maladies d'origine alimentaire

- Aider les pays à élaborer et maintenir des capacités de base leur permettant de gérer efficacement les risques relatifs à la sécurité sanitaire des aliments et de protéger la santé publique en accord avec le RSI de 2005. Des formations nationales consacrées aux enquêtes sur les foyers épidémiques de maladies d'origine alimentaire ont été dispensées au Yémen et au Koweït en 2024 en vue de renforcer les capacités des équipes d'intervention rapide s'agissant d'enquêter et d'intervenir en cas de flambée conformément aux directives CXG 96-2022²⁹, d'accroître la coordination et d'améliorer la réalisation d'évaluations alimentaires et environnementales pour appliquer des mesures de lutte efficaces et rapides.
- Évaluation des systèmes nationaux de surveillance des maladies d'origine alimentaire. L'OMS a permis l'évaluation des systèmes yéménite et iraquien en vue de repérer les actions à mener en priorité pour renforcer la détection des maladies d'origine alimentaire et les interventions en cas de flambée.
- L'OMS et le Ministère de la santé iraquien ont inauguré un projet d'élaboration de directives nationales pour la surveillance des maladies d'origine alimentaire et les enquêtes sur les foyers épidémiques. Le projet doit suivre une approche coordonnée et cohérente pour la détection, la déclaration et les enquêtes concernant les flambées de maladies d'origine alimentaire³⁰.

5.1.3 Outil d'élaboration de feuilles de route pour la sécurité sanitaire des aliments

61. En 2024, l'OMS, en partenariat avec la Société financière internationale de la Banque mondiale, a validé l'outil d'élaboration de feuilles de route pour la sécurité sanitaire des aliments en Égypte et au Qatar. Cet outil a été mis au point afin d'aider les États membres à repérer et privilégier des actions pour renforcer leurs systèmes nationaux de contrôle des aliments, sur la base des objectifs et priorités de la Stratégie mondiale de l'OMS pour la sécurité sanitaire des aliments³¹.

6 Conclusion

62. La région Proche-Orient présente d'importantes disparités en matière de gouvernance de la sécurité sanitaire des aliments. Plusieurs pays ont certes fait des progrès notables grâce à la modernisation de leur réglementation, à la coordination entre les institutions et au renforcement des structures de gouvernance, mais beaucoup d'autres restent confrontés à des difficultés tenaces en raison de crises prolongées, de fragilités institutionnelles et de capacités réglementaires limitées.

7 Recommandations

63. Les membres du Comité FAO/OMS de coordination pour le Proche-Orient sont invités à:
- Appliquer l'outil FAO/OMS d'évaluation des systèmes de contrôle des aliments afin de passer en revue leurs mandats institutionnels, leurs cadres juridiques et leurs capacités techniques.

²⁹ https://www.fao.org/fao-who-codexalimentarius/sh-proxy/en/?lnk=1&url=https%253A%252F%252Fworkspace.fao.org%252Fsites%252Fcodex%252FStandards%252FCXG%2B96-2022%252FCXG_096f.pdf.

³⁰ <https://www.emro.who.int/iraq/news/iraq-strengthens-foodborne-disease-surveillance-and-response.html>.

³¹ https://www.fao.org/fao-who-codexalimentarius/sh-proxy/en/?lnk=1&url=https%253A%252F%252Fworkspace.fao.org%252Fsites%252Fcodex%252FMeetings%252FCX-716-34%252FWorking%2BDocuments%252Fgp34_03f.pdf.

- Établir des bases de données régionales, effectuer des évaluations de l'exposition alimentaire et améliorer la surveillance.
- Recenser et prendre contact avec les autorités compétentes, les acteurs du secteur privé, les universitaires et les membres de la société civile concernés afin de favoriser une gouvernance inclusive et des actions coordonnées en matière de sécurité sanitaire des aliments.
- Améliorer les systèmes de surveillance des maladies d'origine alimentaire, les mécanismes de traçabilité et la manutention après récolte.
- Promouvoir l'automatisation, l'IA et les biotechnologies au service du suivi de la sécurité sanitaire et de la conformité des produits alimentaires.
- Soutenir des normes alignées sur le Codex concernant la lutte microbiologique, la salubrité de l'eau, la RAM, les nouveaux aliments et les inspections à distance.
- Améliorer les mécanismes de détection et de prévention de la contrebande et de la contrefaçon de denrées dans le cadre de lutte contre la fraude alimentaire.
- Utiliser la cartographie de réseaux et les simulations de scénarios pour pointer les lacunes en matière de coordination et améliorer les capacités d'intervention d'urgence.
- Favoriser la cohérence des politiques relatives au commerce, à l'agriculture et à la santé.

Appendice I

Matériels de la FAO et de l'OMS disponibles en anglais, arabe et français

Thème	Titre	Versions pertinentes pour la région	Liens:
Contribution aux travaux du Codex Alimentarius	Directives régionales sur la contribution aux travaux du Codex Alimentarius (2020)	Arabe	https://openknowledge.fao.org/handle/20.500.14283/ca7200ar
Maladies d'origine alimentaire	Évaluer la charge de morbidité d'origine alimentaire: guide pratique à l'intention des pays – Résumé d'orientation et modules (2021)	Anglais, arabe, français	https://www.who.int/publications/i/item/9789240012264
Évaluation des systèmes de contrôle des aliments	Outil d'évaluation des systèmes de contrôle des aliments de la FAO et de l'OMS (2020)	Anglais, arabe, français	https://doi.org/10.4060/ca5334ar https://doi.org/10.4060/ca5334fr https://www.who.int/publications/i/item/9789240028371
Stratégie mondiale pour la sécurité sanitaire des aliments	Stratégie mondiale de l'OMS pour la sécurité sanitaire des aliments 2023-2030 (2022)	Anglais, arabe, français	https://iris.who.int/bitstream/handle/10665/373927/9789240068551-fre.pdf
Priorités de la FAO en matière de sécurité sanitaire des aliments	Priorités stratégiques de la FAO en matière de sécurité sanitaire des aliments au titre du Cadre stratégique 2022-2031 (2023)	Anglais, arabe, français	https://doi.org/10.4060/cc4040ar https://doi.org/10.4060/cc4040fr
INFOSAN	Guide à l'usage des membres d'INFOSAN: modèle de communication INFOSAN/RSI (2021)	Arabe	http://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/337469/9789240016590-ara.pdf?sequence=5
Gestion des foyers de maladie d'origine alimentaire	Directives FAO/OMS pour la gestion des épidémies biologiques d'origine alimentaire	Anglais, arabe, français	https://www.fao.org/fao-who-codexalimentarius/sh-proxy/en/?lnk=1&url=https%2F%2F53A%252F%252Fworkspace.fao.org%252Fsites%252Fcodex%252FStandards%252FCXG%2B96-2022%252FCXG_096f.pdf
Évaluation des risques	Brochures sur la Consultation mixte spéciale d'experts FAO/OMS sur l'évaluation des risques des allergènes alimentaires (formats A4 ou dépliant en 3 parties) (2021-2024)	Anglais, arabe, français	https://www.fao.org/food-safety/scientific-advice/food-allergens/en/ https://www.who.int/groups/ad-hoc-joint-fao-who-expert-consultation-on-risk-assessment-of-food-allergens
Cours en ligne sur la question agricole dans les accords commerciaux	Cours en ligne sur la question agricole dans les accords commerciaux (RNE, EST et UNITAR) (2025)	Arabe	https://www.fao.org/neareast/events/details/e-learning-course-on-agriculture-in-trade-agreements/en https://aita-arabic.unitar.org/

Exposition des populations humaines et des animaux destinés à l'alimentation aux perturbateurs endocriniens	Exposition aux perturbateurs endocriniens (2024)	Anglais	https://openknowledge.fao.org/items/ec927884-7e97-46f5-a5f6-b2c77b4ac378
Nouveaux facteurs et tendances en matière de sécurité sanitaire des aliments	L'avenir de la sécurité sanitaire des aliments: Rapport de prospective (2023)	Anglais	https://openknowledge.fao.org/server/api/core/bitstreams/0aa558d4-57c7-498d-87f7-b9e37577882f/content/cb8667en.html
Risques en matière de sécurité sanitaire des aliments dans les systèmes agroalimentaires circulaires, y compris les risques de contamination d'origine physique, microbiologique et chimique	La sécurité sanitaire des aliments dans l'économie circulaire (2024)	Anglais	https://openknowledge.fao.org/server/api/core/bitstreams/a56651cc-2058-446f-8e68-ff92664891b6/content
Recenser et tenter de quantifier les problèmes de sécurité sanitaire des aliments actuels et futurs liés au changement climatique.	Changement climatique: Analyse des conséquences sur la sécurité sanitaire des aliments (2020)	Anglais	https://openknowledge.fao.org/server/api/core/bitstreams/6f00ca3a-90ae-432b-8124-d748533b277a/content
Dangers que posent, pour la salubrité des aliments, les protéines d'origine végétale, les algues, les méduses, les insectes, les protéines microbiennes ainsi que les aliments issus de cultures cellulaires, de la fermentation de précision, de l'agriculture verticale et de l'impression 3D alimentaire	Innocuité des nouvelles sources d'aliments et nouveaux systèmes de production d'aliments (2024)	Anglais	https://www.fao.org/food-safety/news/news-details/en/c/1682565/
Innocuité des compléments alimentaires et des aliments fonctionnels	Sécurité sanitaire des aliments et alimentation personnalisée: coup de projecteur sur les compléments alimentaires et les aliments fonctionnels (2025)	Anglais	https://openknowledge.fao.org/handle/20.500.14283/cd4280en

Évaluation des risques	La sécurité sanitaire des aliments dans les situations où la disponibilité alimentaire est limitée: évaluation des risques liés au 3-MCPD et aux esters d'acides gras présents dans les suppléments en nutriments et les aliments thérapeutiques (2025)	Anglais	https://openknowledge.fao.org/handle/20.500.14283/cd0761en
-------------------------------	---	---------	---